



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse

Mulhouse, le 03/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCHROLL Colmar

26 RUE EDOUARD BRANLY
68000 Colmar

Références : 0006700582_2025_01_29_SchrollBranly_ViSech
Code AIOT : 0006700582

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/01/2025 dans l'établissement SCHROLL Colmar implanté 26 RUE EDOUARD BRANLY ZI EST 68000 Colmar. L'inspection a été annoncée le 17/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle a été réalisé afin de vérifier la mise en conformité des installations à la mise en demeure du 08 décembre 2022 (conditions d'entreposage des déchets, fiches d'information préalable, ...). Compte tenu de l'absence imprévue du responsable « environnement », le point relatif aux fiches d'information préalable n'a pas été contrôlé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCHROLL Colmar
- 26 RUE EDOUARD BRANLY ZI EST 68000 Colmar
- Code AIOT : 0006700582

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation assure des activités de tri, de regroupement et de transit de déchets non dangereux. Les déchets admis sur le site sont essentiellement constitués de papier/cartons et de plastiques.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

Référence réglementaire

- arrêté du 08 décembre 2022 mettant en demeure la société SCHROLL de respecter des prescriptions relatives à la gestion des déchets pour son site 26 rue Edouard Branly à Colmar (68000) ;
- arrêté du 19 octobre 2023 portant mise en demeure à la société SCHROLL pour son site 26 rue Edouard Branly à Colmar (68000) ;
- arrêté du 19 octobre 2023 prescrivant une astreinte journalière à l'encontre de la société SCHROLL pour ses installations 26 rue Edouard Branly à Colmar (68000) ;
- arrêté du 08 avril 2024 portant liquidation partielle d'une astreinte administrative imposée à la société SCHROLL pour ses installations 26 rue Edouard Branly à Colmar (68000).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conditions d'entreposage des déchets	AP de Mise en Demeure du 08/12/2022, article 2	Astreinte	
3	Entreposage de déchets en vrac	Arrêté Préfectoral du 31/12/1996, article 18	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
4	Modification des installations	Arrêté Préfectoral du 31/12/1996, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Confinement des eaux d'extinction	AP de Mise en Demeure du 19/10/2023, article 2	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que des blocs béton ont été mis en place en limite de propriété nord au niveau de la zone d'entreposage des déchets triés et conditionnés en balles. Toutefois, en l'état, l'exploitant n'a pas communiqué tous les éléments nécessaires pour justifier de l'acceptabilité de la modification de la prescription relative aux conditions d'entreposage des déchets triés et les prescriptions en vigueur ne sont pas respectées.

Dans ces conditions, l'exploitant ne s'est pas conformé à la mise en demeure du 08 décembre 2022

relative aux conditions d'entreposage des déchets triés.

Le contrôle a également mis en évidence les non-conformités suivantes :

- une quantité importante de déchets en vrac est entreposée à proximité des déchets conditionnés en balles en dehors des zones prévues à cet effet. En conséquence, les conditions de fonctionnement des installations ne sont pas de nature à prévenir les risques ;
- l'installation a fait l'objet de modifications notables sans que celles-ci soient portées à la connaissance du préfet.

Concernant la mise en demeure relative au volume de confinement des eaux d'extinction, l'exploitant s'est conformé à la mise en demeure du 19 octobre 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions d'entreposage des déchets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/12/2022, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions d'entreposage des déchets
Prescription contrôlée : Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 10.1.2 de l'arrêté du 31 décembre 1996 susvisé : « Les stocks de papiers ou plastiques triés et conditionnés en balles pourront être entreposés le long de la limite de propriété côté nord, à condition de constituer des blocs séparés par des couloirs de 3 mètres. La taille maximum d'un bloc sera de : ▪ profondeur : 10 m ; ▪ largeur : 5 m ; ▪ hauteur : 0,5 m en dessous de la clôture » Article 1 de l'arrêté du 19 octobre 2023 imposant une astreinte journalière à la société Schroll La société SCHROLL, ci-après dénommée « l'exploitant », dont le siège social est situé 6, rue de Cherbourg à STRASBOURG (67026), est rendue redevable d'une astreinte journalière d'un montant de 30 € par jour calendaire, jusqu'à satisfaction de l'arrêté de mise en demeure du 08 décembre 2022 susvisé pour ce qui concerne l'application de l'article 10.1.2 de l'arrêté préfectoral du 31 décembre 1996 susvisé, pour ses installations implantées 26 rue Edouard Branly à COLMAR (68000). L'astreinte peut être liquidée complètement ou partiellement par arrêté préfectoral
Constats : <u>Contexte</u> Pour mémoire, au cours du contrôle du 06 octobre 2022, il a été constaté le non-respect des conditions d'entreposage prévues à l'article 10.1.2 de l'arrêté du 31 décembre 1996. A la suite de ce constat, l'exploitant a été mis en demeure de se conformer à la prescription. Au cours du contrôle du 24 août 2023, il a été constaté que la prescription n'était toujours pas respectée : <ul style="list-style-type: none">• les papiers triés situés sous le auvent ne respectaient pas la longueur prescrite et il

n'existait pas de matérialisation des limites d'entreposage au niveau de cette zone ;

- des îlots de stockage avaient été mis en place le long de la limite est, ce qui n'était pas prévu par les prescriptions encadrant les installations.

Une astreinte administrative a été imposée à l'exploitant à la suite de ce contrôle.

Au cours du contrôle du 29 février 2024, il a été constaté que les conditions d'entreposage étaient similaires à celles observées au cours du contrôle du 24 août 2023, ce qui a conduit à une liquidation partielle de l'astreinte.

Par lettre du 11 octobre 2024, l'exploitant a indiqué avoir installé des blocs béton EI240 en juillet et août 2024, le long de la bordure nord sur 6 niveaux (4,8 m). Il a précisé qu'en conséquence, les balles de déchets y sont empilées sur 3 niveaux (soit une hauteur maximale de 3,30 m d'après l'exploitant).

Il a également communiqué une modélisation Flumilog prenant en compte l'évolution théorique des conditions d'entreposage. Il ressort de cette modélisation que les flux thermiques sont contenus dans les limites du périmètre de l'installation.

Constat au cours du contrôle

Au cours du contrôle, il a été constaté la mise en place de blocs béton en limite nord sur une hauteur d'environ 4,8 m (5 niveaux complets et un dernier niveau biseauté). Le premier niveau étant posé à un niveau inférieur à celui de l'enrobé, la hauteur effective par rapport au niveau d'entreposage est inférieure d'environ 10 à 20 cm.

Les déchets conditionnés en balles sont entreposés en majorité au niveau de la zone située le long de la limite de propriété, sans organisation en îlots.

Des balles de carton sont également entreposées en limite est.

Dans ces conditions, les prescriptions actuellement en vigueur ne sont pas respectées.

En outre, il a été constaté l'entreposage d'une quantité importante de déchets en vrac dans la cour, à proximité des déchets conditionnés en balle (en partie nord-est).

De plus, les modalités d'entreposage observées au cours du contrôle ne correspondent pas à aux éléments pris en compte dans la modélisation réalisée. A titre d'exemple, il a notamment été constaté qu'au niveau de l'entreposage nord :

- le mur coup-feu latéral n'existe pas en partie nord-est contrairement à ce qui est prévu dans la modélisation ;
- en partie ouest, la hauteur du mur coupe-feu latéral est inférieure à celle indiquée dans la modélisation (3 niveaux de blocs, soit une hauteur de 2,4 m contre 4 m dans la modélisation) ;
- en partie ouest, il n'existe pas de blocs béton à l'arrière de l'entreposage d'aluminium, contrairement aux éléments indiqués dans la modélisation ;
- il n'existe pas d'alvéole spécifique pour les refus de tri en partie nord-est comme cela est indiqué dans la modélisation ;
- des entreposages de déchets en vrac étaient présents dans une partie importante de la cour, ce qui n'est pas pris en compte dans la modélisation. Compte tenu de leur proximité, des effets dominos ne peuvent être exclus en cas d'incendie de l'une des zones d'entreposage ;
- la modélisation considère un entreposage équilibré entre plastiques (polyéthylène) et papier / carton. D'après les éléments indiqués au cours du contrôle, en général les entreposages concernent 70 % de balles de papier / carton et 30 % de balles plastiques.

A cet égard, comme rappelé dans les rapports de contrôle précédents, un porter à connaissance

est à communiquer au préfet pour faire évoluer les prescriptions relatives aux conditions d'entreposage. Une modélisation des effets thermiques ne constitue pas un porter à connaissance. A ce stade, celui-ci n'a pas été communiqué et la modélisation communiquée, en plus des réserves précitées dont elle fait l'objet, n'est pas suffisante pour justifier l'acceptabilité de la modification des prescriptions.

Concernant la modélisation, il est à noter que le dernier niveau biseauté n'a pas été pris en compte, à juste titre (modélisation : hauteur de paroi de 4 m – installation : 5 niveaux de blocs complets et un niveau de bloc biseauté, soit 4 m + 0,8 m). En effet, ce type d'élément ne dispose pas de justificatif des caractéristiques coupe-feu.

En conclusion, la mise en place de blocs bétons constitue une amélioration et permettra de limiter les conséquences en cas d'incendie. Toutefois, compte tenu des éléments exposés ci-dessus, en l'état les conditions d'entreposage prévues par la prescription en vigueur ne sont pas respectées et l'exploitant n'a pas communiqué les éléments nécessaires pour justifier de l'acceptabilité des nouvelles conditions d'entreposage et engager la modification de la prescription.

Dans ces conditions, l'exploitant ne s'est pas conformé à la mise en demeure.

Il est proposé de procéder à la liquidation partielle de l'astreinte.

En outre, compte tenu de la persistance de la non-conformité, il est proposé d'augmenter le montant de l'astreinte.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant souhaite faire évoluer la prescription relative aux conditions d'entreposage des déchets conditionnés en balles.

Dans ces conditions, il lui appartient de communiquer au préfet un porter à connaissance avec tous les éléments d'appréciation (notamment les éléments suivants : plan coté précisant les zones d'entreposage et les caractéristiques des parois mises en place, modélisation des effets thermiques en cas d'incendie, adéquation des moyens incendie et des capacités de confinement, justification de la conformité des installations aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique [n° 2714], ...). En outre, il est à noter que la sortie d'autoroute surplombe la zone d'entreposage et qu'en cas d'incendie, l'absence d'incidence sur la voie de circulation n'est pas démontrée. Aussi, il appartient également à l'exploitant d'évaluer les conséquences d'un incendie, en termes de dispersion des fumées et de conséquence sur les tiers susceptibles d'être exposés.

Concernant les prescriptions générales, l'exploitant est invité à prendre en compte les prescriptions de l'arrêté du 06 juin 2018 relatives aux conditions d'entreposage qui entreront en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2026.

Concernant la modélisation des effets thermiques, afin de couvrir toutes les situations et notamment d'éventuelles situations plus pénalisantes, il pourrait être pertinent de compléter les modélisations avec différents cas de figure (dominance de cartons versus dominance de plastiques).

En outre, dans la pratique les plastiques et les cartons ne sont pas mélangés.

Enfin, l'exploitant est également invité à s'interroger sur la pertinence de constituer un

entreposage d'un seul tenant sur une longueur d'environ 120 m au regard de la complexité que cela pourrait engendrer en termes d'intervention en cas d'incendie et de conséquences (fumées, ...).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

N° 2 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/10/2023, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 30.3 de l'arrêté du 31 décembre 1996 susvisé : « <i>Le volume constitué par les fosses de réception des marchandises, les points bas des aires de stockage et les canalisations d'évacuation correspondant à un volume de 240 m³ devront être aménagés pour servir de bassin de confinement des eaux d'extinction d'un éventuel incendie</i> ».</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire, au cours du contrôle du 25 juillet 2023, il a été constaté qu'une partie du volume de rétention avait été supprimée (une des fosses avait été comblée). L'exploitant a fait réaliser un relevé topographique le 17 août 2023 afin d'évaluer le volume disponible sur le site. Par lettre du 09 octobre 2023, l'exploitant a indiqué que ce volume était de 2152 m³. Toutefois, l'enrobé constituant la surface de rétention était dégradé. Par lettre du 09 août 2024, l'exploitant a indiqué que des travaux de réfection ont été réalisés.</p> <p>Il a été constaté la réfection du revêtement et de la dalle béton (sous réserve des surfaces visibles, limitées au cours du contrôle compte tenu de l'importante quantité de déchets présente dans les installations). L'exploitant s'est conformé à la mise en demeure.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Entreposage de déchets en vrac

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/12/1996, articles 2 et 18
Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage de déchets en vrac
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le stockage provisoire des déchets dans l'établissement se fera dans des installations convenablement entretenues et dont la conception et l'exploitation garantiront la prévention des pollutions et des risques. [...]</p>

Article 2 de l'arrêté du 31 décembre 1996 - Conformité aux plans et données techniques

Les installations et leurs annexes seront situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers de demande d'autorisation en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et des règlements en vigueur.

Étude de dangers d'octobre 1995 (chapitre) : 6-6

"Au lieu de réaliser un seul stockage, la société Colmar Vieux Papiers a choisi de réaliser plusieurs stockages de 3 m de hauteur maximum distants entre eux, de façon à permettre un accès facile des secours entre chaque stockage et à diminuer les risques de propagation d'un incendie entre les différents stockages par envol de papiers enflammés".

Constats :

Au cours du contrôle, il a été constaté la présence d'importants entreposages de déchets en vrac dans l'enceinte de l'établissement (voir photos en annexe), en dehors des alvéoles d'entreposage, notamment dans la partie est des installations et à proximité du bâtiment.

Les entreposages étaient étendus très largement au-delà des limites des alvéoles d'entreposage prévues pour l'entreposage des déchets (encombrement d'une part très significative de la cour, et entreposage de quantités significatives de déchets en dehors des zones aménagées).

Au niveau de la zone d'entreposage de la collecte sélective, la hauteur d'entreposage des déchets était d'environ 5 m, soit une hauteur supérieure à celle prévue dans l'étude de dangers.

Concernant les papiers triés en vrac, présents dans l'alvéole aménagée à l'ouest du bâtiment, il a été constaté que l'entreposage s'étendait significativement au-delà de l'alvéole prévue pour leur entreposage.

Sur cet aspect, il est également attiré l'attention de l'exploitant que, contrairement aux éléments présentés dans la modélisation communiquée par lettre du 11 octobre 2024, l'alvéole est en partie située sous le bâtiment.

Compte tenu de l'encombrement des installations, il a été constaté une proximité importante entre les différents entreposages présents dans les installations. Aussi, en cas d'incendie, la possibilité d'un incendie généralisé de l'installation ne peut pas être exclue.

En conséquence, les entreposages de déchets ne sont pas réalisés dans des conditions permettant de prévenir les risques et permettant une intervention aisée des secours en cas d'incendie.

L'exploitant a expliqué ces conditions d'exploitation par une panne de la presse survenue en janvier qui a immobilisé les installations pendant une durée de 15 jours, ce qui a conduit à l'accumulation de déchets dans les installations.

Il a également indiqué que les déchets ont rapidement été détournés vers d'autres installations du groupe afin de limiter l'accumulation de déchets sur le site (ces éléments n'ont pas été vérifiés au cours du contrôle).

Enfin, l'exploitant a indiqué ne pas avoir mis en œuvre de mesures particulières afin de prévenir les risques associés à ces conditions de fonctionnement dégradées.

Une partie significative des entreposages réalisés en dehors des zones prévues n'est pas située dans des zones couvertes par des moyens de détection adaptés.

De plus, à ce stade, il a été indiqué qu'il n'existe pas de gardiennage ou de ronde sur le site en dehors des horaires d'ouverture.

Demande à formuler à l'exploitant
Il appartient à l'exploitant de mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, des mesures adaptées visant à prévenir les risques associés à ces conditions de fonctionnement dégradées jusqu'au retour en conformité. Il informera l'Inspection des mesures mises en œuvre dans un délai de trois jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Modification des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/12/1996, article 5
Thème(s) : Situation administrative, Modification des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation [...].</p> <p><u>Demande d'autorisation d'octobre 1995</u></p> <p>3.1 L'aire de stockage des matières premières et produits finis Cette aire de stockage sera aménagée au nord du hall de triage. Elle comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une unité de stockage de matières premières : [...] • une unité de stockage de produits finis, constituée par les papiers, cartons et matières plastiques mis en balles ainsi que de DIB triés. [...] <p>3.4.2 Une aire de réception et de prétriage des DIB [...] Cette aire comportera aussi :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un broyeur ; • une zone de stockage du bois ; • une zone de stockage de palettes ; • une zone de stockage des ferrailles ; • une zone fermée et en rétention réservée au stockage des Déchets Toxiques en Quantité Dispersée : les DTQD <p>[...]</p> <p><u>Etude de dangers d'octobre 1995</u></p> <p>6.3.1 [...] Le stockage[...]</p> <p>Au lieu de réaliser un seul stockage, la Société COLMAR VIEUX PAPIERS a choisi de réaliser plusieurs stockages de 3 m de hauteur maximum distants entre eux, de façon à permettre un</p>

accès facile des secours entre chaque stockage et à diminuer les risques de propagation d'un incendie entre les différents stockages par envol de papiers enflammés.

Constats :

Il est à noter que le présent constat ne concerne pas les entreposages de déchets triés et conditionnés réalisés en limite nord, qui font l'objet du constat n° 1 du présent rapport.

Il a été constaté que l'installation et les modalités d'exploitation ne correspondent plus aux éléments du dossier d'autorisation.

L'inspection a notamment constaté que :

- par rapport aux installations autorisées, une partie des activités ne sont plus présentes (transit de déchets dangereux, broyage de substances végétales..., voir rapport du 08 mars 2024). Aucune démarche n'a été réalisée afin de justifier de la cessation d'activité des installations concernées. Il en ressort également que la situation administrative des installations n'est plus à jour ;
- l'aire de prétriage des DIB telle que décrite dans la demande d'autorisation n'existe plus ;
- les conditions d'entreposage des déchets ont évolué depuis l'autorisation, des déchets étant entreposés en limite est et ouest des installations ;
- la hauteur des entreposages mis en œuvre dans l'installation est supérieure à celle prévue dans l'étude de dangers.

En outre, certaines prescriptions de l'arrêté du 31 décembre 1996 ne sont plus adaptées. A titre d'exemple, l'exploitant a communiqué par lettre du 09 octobre 2023 les résultats d'une évaluation des besoins en confinement des eaux d'extinction. Le volume évalué (270 m³) est supérieure à celui actuellement prescrit (240 m³). Le volume disponible est toutefois significativement supérieur (cf constat 2).

Pour mémoire, l'attention de l'exploitant a déjà été portée sur ces éléments à la suite des contrôles du 24 août 2023 (rapport du 28 août 2023 – hors points de contrôle) et du 29 février 2024 (rapport du 08 mars 2024 – hors point de contrôle). Ces remarques n'ont pas donné lieu à des suites appropriées à ce stade.

Demande à formuler à l'exploitant :

Il appartient à l'exploitant de communiquer au préfet un porter à connaissance avec l'ensemble des modifications survenues dans les installations (celles citées ci-dessus ne reprenant que les constats réalisés au cours du contrôle).

Il lui appartiendra notamment dans ce cadre, de présenter les caractéristiques précises des installations (zones d'entreposage et capacités associées), de communiquer une modélisation des effets thermiques en cas d'incendie pour l'ensemble des zones d'entreposage, de justifier l'adéquation des moyens d'extinction et de confinement en cas d'incendie, de justifier de la conformité de ses installations aux prescriptions générales applicables (en tenant compte des éventuelles dispositions applicables aux installations existantes) et aux prescriptions prévues par l'arrêté du 31 décembre 1996.

Concernant la modélisation des effets thermiques, il appartiendra à l'exploitant de prendre en compte l'ensemble des entreposages et la configuration réelle des installations (à ce stade, la modélisation présentée par lettre du 11 octobre 2024 ne prend pas en compte les déchets présents devant le bâtiment).

Les éléments attendus en réponse aux demandes précisées dans le constat n° 1 du présent rapport pourront utilement être intégrés ou rappelés dans ce porter à connaissance.

Les installations sont actuellement régies par les règles de procédure de l'autorisation. Toutefois, compte tenu de l'évolution des activités, elles relèvent actuellement de l'enregistrement.

Dans ce cadre, il appartient à l'exploitant de demander au préfet, s'il le souhaite, à ce que ses installations soient régies par les règles de procédure de l'enregistrement.

Pour les activités qui relevaient du régime de l'autorisation et ayant cessé, dont la notification n'a pas été communiquée au préfet, il appartiendra à l'exploitant de communiquer les justificatifs prévus aux article R. 512-39-1 et suivants.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 mois

Constats hors points de contrôle

Au cours du contrôle, il a été indiqué que la toiture du bâtiment de tri a été refaite en 2024 (désamiantage, renouvellement de la toiture).

A cet égard, il appartient à l'exploitant de justifier, dans un délai d'un mois, de la conformité de ses installations aux dispositions de l'article 11 de l'arrêté du 31 décembre 1996 et notamment :

- « [...] »
- *Le désenfumage des locaux exposés à des risques d'incendie devra pouvoir s'effectuer d'une manière efficace. L'ouverture de ces équipements devra en toutes circonstances pouvoir se faire manuellement, les dispositifs de commande seront reportés près des accès et devront être facilement repérables et aisément accessibles ;*
 - *pour le hall de travail et de stockage couvert, le désenfumage est assuré par des ouvertures permanentes en haut des façades du hall d'une section correspondant à 4 % de la surface au sol ;*
 - *des trappes de désenfumage correspondant à une surface de 2 % de la surface au sol seront implantées au-dessus de la ligne de tri.*
- [...] ».

ANNEXE

I. Mise en place des blocs béton en limite nord



II. Vue d'ensemble (partie est)



III. Collecte sélective



IV. Alvéole de papier vrac trié



V. Entreposage en face avant du bâtiment



